

« Nous les avons abandonnées. »



L'impact de la recrudescence du conflit et des baisses de financement sur les femmes, les filles et les organisations dirigées par les femmes dans l'est de la RDC

La Commission des femmes pour les réfugiés (WRC, d'après son acronyme anglais) améliore l'existence et protège les droits des femmes, des enfants, des jeunes et des autres personnes souvent négligées, sous-évaluées et délaissées dans le cadre des interventions humanitaires au sein des situations de déplacement et de crise. Nous travaillons en partenariat avec les communautés déplacées afin de nous renseigner sur leurs besoins, de déterminer des solutions et de plaider en faveur d'une amélioration des politiques et des pratiques en matière humanitaire, de développement et de déplacement qui soit transformatrice du point de vue du genre et pérenne. Depuis notre création en 1989, nous sommes des expert·e·s de premier ordre concernant les besoins des femmes, des enfants et des jeunes réfugié·e·s et les politiques qui peuvent les protéger et les autonomiser.

www.womensrefugeecommission.org

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été conceptualisé et coécrit par Oricia Ngenyibungi, Julianne Deitch et Sadia Kidwai. La collecte des données a été dirigée par Jolie Koko Kabuye avec le soutien d'Oricia Ngenyibungi. Kellie Leeson et Melanie Nezer ont fourni des révisions et des contributions supplémentaires. Le rapport a été révisé par Rebecca Waer et mis en page par Jon Garr.

La WRC tient à exprimer sa gratitude toute particulière à Every Woman Treaty qui nous a aidé·e·s à contacter les points focaux des organisations dirigées par les femmes ainsi qu'aux organisations suivantes pour leur participation aux entretiens avec des informateur·rice·s privilégié·e·s : Marchons Ensemble et Surement dans L'Assistance Scolaire et Humanitaire (MESAS), Action Sociale pour le Développement Rural et Urbain (ASDERU), Action Pour La Justice, Paix et le Développement Endogène (AJPDE), Solidarité Des Femmes Pour Le Développement Intégral (SOFEDI), Women for Equal Chances Congo (WEC-CONGO), Action Sociale Pour la Promotion des Droits Humains (ASPDH) et Action de la Femme pour le Développement (AFEDEV). La WRC est particulièrement reconnaissante aux dix femmes qui nous ont confié leur histoire.

Ces recherches et ce rapport ont en partie été rendus possibles grâce au généreux soutien d'un donateur anonyme. Nous sommes reconnaissant·e·s pour leur engagement à faire progresser ce travail.

© 2025 Women's Refugee Commission, Inc.

Photo de couverture : ©AFEDEV

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	1
CONTEXTE	4
Intensification du conflit et coupes drastiques des financements : une crise convergente pour les femmes et les filles	5
Encadré 1: Aperçu historique	6
MÉTHODOLOGIE	5
Limitations	7
TÉMOIGNAGE À LA PREMIÈRE PERSONNE : FUIR 14 VILLAGES POUR TROUVER LA SÉCURITÉ	8
CONCLUSIONS	9
L'impact de la résurgence de la violence et des réductions des financements des États-Unis sur les femmes et les filles	9
L'impact de la résurgence de la violence et des réductions des financements des États-Unis sur les organisations dirigées par les femmes	15
TÉMOIGNAGE À LA PREMIÈRE PERSONNE : PORTER LE POIDS DE LA MORT DE SES PARENTS ET DU VIOL DE SA SŒUR DE SEPT ANS	13
CONCLUSION	20
RECOMMANDATIONS	20
ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	23
RÉFÉRENCES	24

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

CONTEXTE

Depuis le début de l'année 2025, la République Démocratique du Congo (RDC) connaît une escalade de la violence sur fond d'un conflit plus large qui dure depuis des décennies. Dans le contexte de cette résurgence, plus de 7 millions de personnes dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu sont désormais déplacées à l'intérieur de leur propre pays, et environ 25 millions de personnes à l'échelle nationale dépendent de l'aide humanitaire pour survivre. Les décennies d'instabilité en RDC ont eu des conséquences particulièrement lourdes sur la santé et le bien-être des femmes et des filles ; la violence sexuelle et celle basée sur le genre est une caractéristique déterminante du conflit, et les femmes et les filles ont un accès limité aux soins de santé, à une perturbation de l'éducation et à des cycles de pauvreté bien ancrés.

Les défis complexes de la situation humanitaire en RDC, qui s'aggrave, ont été encore exacerbés par les baisses soudaines de l'aide étrangère en provenance des États-Unis en janvier 2025. En 2025, le gouvernement des États-Unis s'est engagé à ne verser que 64,3 millions de dollars (près de 55 millions d'euros), soit 13,6 pour cent du financement humanitaire en RDC, une baisse spectaculaire de 95 pour cent par rapport à sa contribution de 2024 qui s'élevait à 1,2 milliard de dollars (environ 1 milliard d'euros). Ce retrait soudain a contribué à un sous-financement massif de l'intervention humanitaire en RDC. L'immense défi de devoir répondre aux besoins croissants tout en disposant de moins de ressources est particulièrement aigu pour les organisations dirigées par les femmes (ODF), qui restent les principales prestataires de services pour les femmes et les filles dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu.

OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE DES RECHERCHES

On sait peu de choses sur la manière dont les ODF en RDC gèrent la convergence de la violence croissante, du déplacement massif et de la réduction des ressources humanitaires. Ces recherches visent à combler cette lacune en examinant comment le double choc de la recrudescence du conflit et du retrait des financements affectent la capacité, la résilience et la pérennité des ODF dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu ainsi que les femmes et les filles auxquelles elles viennent en aide.

Les données ont été collectées en août 2025 et incluent des entretiens avec des informateur·rice·s privilégié·e·s auprès de huit ODF et des récits de dix femmes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Le consentement éclairé a été obtenu auprès de tou·te·s les participant·e·s avant la collecte des données. Les entretiens ont été enregistrés par audio et transcrits en français pour l'analyse.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

1. Les femmes et les filles font face à une insécurité accrue, à un déplacement continu et à des risques de protection extrêmes.

- Le conflit actuel a entraîné un schéma de mouvement continu et imprévisible pour les femmes et les filles dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Les femmes et les filles sont devenues des « nomades », et beaucoup ont exprimé le sentiment qu'aucun endroit n'était sûr, ayant l'impression d'être constamment suivies et poursuivies par les groupes rebelles du M23.
- Les femmes ont évoqué la difficulté à trouver un abri stable, soulignant l'immense défi que représente le déplacement constant avec leurs enfants. Certaines femmes ont déclaré se sentir plus en sécurité en dormant dans la rue, et beaucoup ont logé chez des inconnus en échange de services de ménage ou d'autres travaux domestiques.
- La violence sexuelle et celle basée sur le genre demeure une caractéristique déterminante du conflit, pourtant les systèmes de protection formels, de manière effective, se sont effondrés dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Les entretiens ont documenté des victimes de violence sexuelle et basée sur le genre de six ans seulement et une prostitution de survie répandue liée à l'extrême pauvreté et à la séparation familiale.

2. Les femmes et les filles n'ont pas accès aux services essentiels.

- Les systèmes de santé s'effondrent : 85 pour cent des établissements manquent de médicaments, 40 pour cent sont en sous-effectif, et les indicateurs de santé maternelle et infantile se sont fortement détériorés : on constate notamment une multiplication par quatre des cas de mort-nés, ainsi qu'une baisse spectaculaire des vaccinations et des visites pour les moins de cinq ans.
- Les baisses de financement de l'USAID ont interrompu des services clés de santé sexuelle et reproductive ; par ailleurs, les kits de viol, la PPE, les vaccins, les kits d'hygiène et les fournitures essentielles sont désormais « quasi-inexistants », obligeant les ODF à acheter des médicaments à des prix excessifs.
- Le déplacement forcé et continu cause des difficultés aux prestataires de services qui cherchent à répondre de manière constante aux besoins des femmes et des filles, et à ces dernières qui ne peuvent pas bénéficier d'une continuité des services.

3. Les femmes et les filles sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë dans un contexte d'effondrement économique.

- Les entretiens ont révélé une grave insécurité alimentaire et une faim répandue au sein des populations déplacées. Les femmes qui dépendaient autrefois de l'agriculture à petite échelle ont perdu l'accès à leurs terres, et certaines ont relevé les dangers liés à l'accès à la nourriture issue des sites du PAM.
- Les femmes ont décrit comment les marchés des camps de déplacés ont été détruits, anéantissant complètement les revenus familiaux et les moyens d'assurer leur subsistance.

4. Les organisations dirigées par les femmes constituent des premiers secours et continuent de fonctionner dans un environnement d'insécurité extrême.

- Ces organisations ont fait évoluer leur planification en réponse au changement des besoins des femmes. Les participant·e·s ont qualifié leur travail de multifacette, englobant la santé sexuelle et reproductive et les droits connexes, les moyens de subsistance, la consolidation de la paix, l'inclusion des personnes handicapées et les droits humains.
- Malgré la peur et la violence persistante, les ODF maintiennent une présence de « dernier recours » ancrée dans la profonde confiance de la communauté, risquant souvent leur propre sécurité pour aider les populations.

5. Les organisations de femmes font face à une incertitude continue caractérisée par un financement fragmenté et instable.

- Les baisses de financements du gouvernement des États-Unis ont déclenché des fermetures de projets, des licenciements de personnel et de graves perturbations opérationnelles, laissant les ODF incapables de planifier ou de maintenir les services essentiels.
- En tant que bénéficiaires indirectes du financement des donateurs, de nombreuses ODF ont appris les suspensions des financements via des intermédiaires dans le cadre des projets et font face à une incertitude perpétuelle au sujet des financements futurs, créant de la confusion, une tension réputationnelle et une érosion de la confiance communautaire.
- Les partenariats de long terme et prévisibles sont pratiquement inexistant ; les organisations décrivent des cycles de financement « en dents de scie » qui mettent à mal la stabilité institutionnelle ainsi que leur capacité à répondre aux crises.

6. Les ODF sont confrontées à un éventail de priorités urgentes.

- Au-delà des ressources financières, les ODF ont besoin d'un soutien opérationnel de base : transport, outils de communication, espace de bureaux, mesures de sécurité et systèmes de données, pour maintenir ne serait-ce qu'une programmation minimale dans un contexte d'insécurité.



- Les organisations demandent un appui aux capacité de long terme (développement du leadership, systèmes de suivi et d'évaluation, bien-être du personnel et soutien psychologique), en soulignant qu'elles « aident les victimes mais sont également des victimes elles-mêmes ».
- Les ODF recherchent de toute urgence à être reconnues comme des partenaires sur un pied d'égalité dans le système humanitaire, appelant à un financement direct et flexible ; à une participation effective aux structures de coordination ; et à une inclusion dans la prise de décision stratégique.

RECOMMANDATIONS

- 1. Assurer la protection des femmes et des filles contre toutes les formes de violence.** Les acteurs armés doivent arrêter de prendre pour cible les civils et de recourir à la violence sexuelle comme arme de guerre. Le gouvernement de la RDC, les intervenants humanitaires et les donateurs doivent investir dans les infrastructures et les services pour protéger les femmes et les filles contre la violence, et fournir des soins spécialisés aux victimes de violence basée sur le genre. S'il est renouvelé, le mandat de la MONUSCO doit conserver les mécanismes qui offrent des protections spécifiques pour les femmes et les filles.
- 2. Assurer un accès humanitaire sûr et pérenne dans l'ensemble du Nord-Kivu et du Sud-Kivu pour répondre aux besoins humanitaires spécifiques des femmes et des filles.** Les acteurs armés doivent arrêter de prendre pour cible les intervenants et les infrastructures humanitaires, lever les obstacles bureaucratiques à l'action humanitaire et s'abstenir d'intimider les travailleurs humanitaires. Les gouvernements, les intervenants humanitaires et les donateurs doivent veiller à ce que les interventions humanitaires répondent aux besoins uniques des femmes et des filles déplacées, et concevoir des programmes qui ciblent les femmes et les ménages dirigés par des femmes.
- 3. Protéger, financer et soutenir les organisations dirigées par les femmes locales en tant que prestataires critiques de première ligne de services et de protection pour les femmes et les filles déplacées.** Les donateurs et les intervenants humanitaires doivent renforcer le financement des ODF locales ; ils doivent faire en sorte que le financement soit direct, flexible, pérenne et qu'il appuie les priorités des communautés locales. Les mécanismes de coordination humanitaire doivent inclure une participation et un leadership des ODF effectifs et sur un pied d'égalité.
- 4. Mettre fin au conflit de manière pérenne et équitable en s'appuyant sur le leadership, la participation et les droits des femmes et des filles.** L'ensemble des processus de paix, des efforts diplomatiques et des négociations de cessez-le-feu doivent inclure la participation pleine et effective, sur un pied d'égalité, de femmes diverses et d'organisations de la société civile dirigées par les femmes. Les accords de paix doivent inclure des mécanismes de justice et de redevabilité pour les femmes et les filles qui ont subi des violences et des mauvais traitements. Les gouvernements doivent mettre fin au transfert d'armes utilisées pour des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité.

CONTEXTE

Depuis début 2025, la République démocratique du Congo (RDC) connaît une escalade de la violence dans le contexte d'un conflit plus large, qui dure depuis des décennies. La crise prolongée du pays trouve racine dans une interaction complexe entre les héritages coloniaux, la concurrence pour les larges ressources minérales et les forces géopolitiques régionales qui alimentent des cycles de violence depuis les années 1990 (voir Encadré 1). En raison du retrait partiel de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) en 2024, associé à une résurgence de groupes armés tels que le Mouvement du 23 mars (M23) soutenu par le Rwanda, l'Alliance fleuve Congo (AFC) ou les Forces démocratiques alliées (ADF, d'après leur acronyme anglais) dirigées par l'Ouganda, les civils sont hautement exposés à de graves violations des droits humains¹.

En janvier 2025, le M23 s'est emparé de Goma, la plus grande ville des provinces de l'Est, représentant l'une des escalades les plus significatives du conflit depuis plus d'une décennie. Dans ce contexte de résurgence, plus de 7 millions de personnes du Nord-Kivu et du Sud-Kivu sont désormais déplacées à l'intérieur de leur propre pays, et environ 25 millions de personnes à l'échelle nationale dépendent de l'aide humanitaire pour survivre². L'impact des guerres de longue durée en RDC a été dévastateur : on estime que 5,4 millions de personnes sont décédées entre 1998 et 2007, certaines estimations atteignant près de 6 millions de décès en excédent depuis 1996³.

Les décennies de conflit en RDC ont eu un impact particulièrement lourd sur la santé et le bien-être des femmes et des filles. Depuis le milieu des années 1990, la violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG) constitue une caractéristique déterminante du conflit, les experts estimant qu'en RDC, plus de 22 pour cent des femmes et des filles ont subi des violences sexuelles liées aux conflits⁴. Entre 2010 et 2013, parmi les cas signalés de violence sexuelle documentés par le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme, 73 pour cent des victimes étaient des femmes et 25 pour cent des filles⁵. Ces chiffres sous-estiment probablement la véritable ampleur du phénomène, car de nombreux cas ne sont pas signalés en raison de la honte, de la peur des représailles, du manque d'accès aux services et de l'impunité des auteurs. Au-delà des blessures physiques et psychologiques immédiates, les victimes de VSBG en RDC sont souvent confrontées à la stigmatisation, au rejet et à l'exclusion sociale et économique de long terme, entraînant des conséquences intergénérationnelles pérennes⁶.

Les vagues successives de conflit dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu ont détruit les infrastructures critiques, dégradant les résultats de santé pour les femmes et les filles⁷. Le pillage des établissements de santé, le déplacement des prestataires de soin et le sous-investissement chronique pendant près de 40 ans ont privé des populations d'un accès aux soins de santé de qualité. Des études ont révélé que les causes indirectes de décès telles que le paludisme, la diarrhée, la malnutrition ou les complications maternelles ont largement dépassé les décès directement liés au conflit au cours de la Première et de la Deuxième guerres du Congo⁸. Pour les femmes et les filles, cela a signifié une mortalité maternelle continuellement élevée, de mauvais résultats en matière de santé reproductive et un accès limité à un accouchement sûr ou à des soins d'urgence, des problèmes qui sont toujours tenaces dans le système de santé fragile de la région⁹.

Dans le même temps, le conflit armé en RDC a perturbé l'éducation et les moyens de subsistance, en particulier pour les filles et les femmes. Souvent, les acteurs armés attaquent, occupent et ferment des écoles dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, privant des générations d'enfants d'opportunités d'apprentissage et renforçant les écarts de genre en matière d'alphabétisation et de réussite éducative¹⁰. Les activités économiques des femmes ont été mises à mal au moment où les marchés s'effondrent, où les terres sont saisies et où le déplacement impose de recourir à des stratégies d'adaptation précaires. Au fil du temps, ces dynamiques ont enraciné des cycles de pauvreté et de vulnérabilité : les femmes et les filles du Nord-Kivu et du Sud-Kivu se trouvent ainsi à l'intersection de la violence, du déplacement, de la mauvaise santé et de l'insécurité économique.

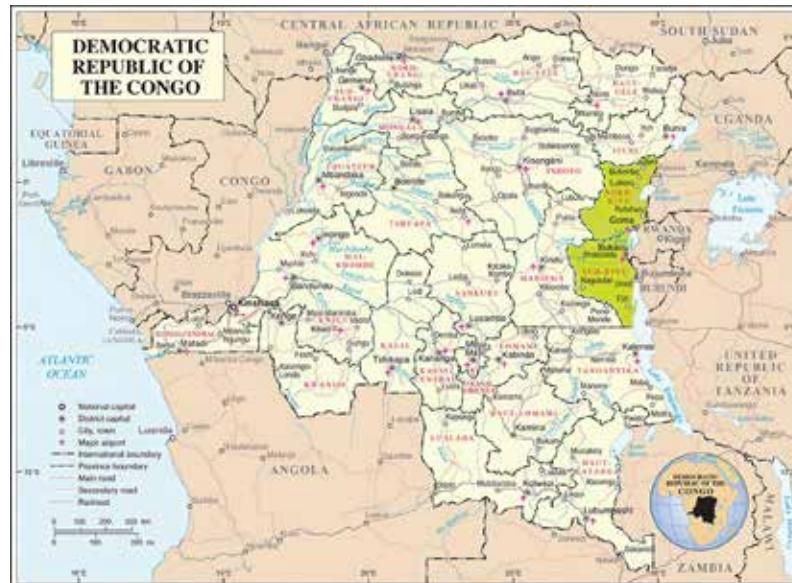
INTENSIFICATION DU CONFLIT ET COUPES DRASTIQUES DES FINANCEMENTS : UNE CRISE CONVERGENTE POUR LES FEMMES ET LES FILLES

Face à la violence et à l'instabilité endémiques, les organisations de la société civile locales, les groupes de défense des droits des femmes et les intervenants humanitaires ont joué un rôle indispensable dans le soutien aux femmes et aux filles dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Les services fournis par le gouvernement étant continuellement sous-financés et perturbés, les organisations humanitaires font historiquement face à une pression immense pour fournir des services essentiels aux personnes dans le besoin urgent. Malgré les risques de sécurité persistants et les contraintes opérationnelles, les organisations comblent depuis longtemps d'immenses lacunes dans le but de fournir des soins médicaux et psychosociaux d'urgence, de soutenir les victimes de VSBG via des services d'aide juridique et de protection, de mettre de la nourriture et un abri à disposition des populations déplacées, et de plaider en faveur de la reconnaissance, de la redevabilité et des ressources pour les femmes et les filles¹¹.

Les défis complexes de la situation humanitaire en RDC, qui s'aggrave, ont été encore exacerbés par les baisses soudaines de l'aide étrangère en provenance des États-Unis en janvier 2025. Avant 2025, les financements des États-Unis pour la RDC étaient en augmentation régulière. Les États-Unis ont contribué à environ un tiers de l'ensemble du financement humanitaire pour la RDC entre 2016 et 2018 ; ce chiffre est monté à 50 pour cent entre 2019 et 2023 ; et à plus de 70 pour cent en 2024. En 2025, le gouvernement des États-Unis s'est engagé à ne verser que 64,3 millions de dollars (près de 55 millions d'euros), soit 13,6 pour cent du financement humanitaire en RDC, une baisse spectaculaire de 95 pour cent par rapport à 1,2 milliard de dollars (environ 1 milliard d'euros) en 2024. Ce recul soudain et spectaculaire des investissements a contribué à un sous-financement massif de l'intervention humanitaire en RDC. En octobre 2025, le Plan d'intervention humanitaire de la RDC, qui vise à fournir une aide à 8,7 millions de personnes, soit une fraction des 25 millions de personnes dans le besoin à l'échelle nationale, n'était financé qu'à hauteur de 16,5 pour cent¹². On a ainsi assisté à une réduction massive de l'aide, les acteurs locaux luttant pour maintenir les services vitaux dans un contexte d'insécurité croissante.

L'immense défi de devoir répondre aux besoins croissants tout en disposant de moins de ressources est particulièrement aigu pour les organisations dirigées par les femmes (ODF), qui restent les principales prestataires de services pour les femmes et les filles dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Une enquête menée par ONU Femmes a révélé qu'à l'échelle mondiale, les ODF ont été touchées de manière disproportionnée par les coupes budgétaires. Près de 50 pour cent des ODF s'attendent à fermer définitivement dans les six mois à venir si les financements ne sont pas rétablis¹³. Bien que des éléments probants à l'échelle mondiale soulignent l'impact disproportionné des réductions budgétaires sur les ODF, on ne sait que peu de choses sur l'impact en RDC au moment où la violence croissante, le déplacement de masse et la réduction des ressources humanitaires convergent. Nos recherches visent à combler cette lacune en examinant comment le double choc de la recrudescence du conflit et du retrait des financements affectent la capacité, la résilience et la pérennité des ODF dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu ainsi que les femmes et les filles auxquelles elles viennent en aide.

FIGURE 1 : CARTE DE LA RDC ET DE LA RÉGION ENVIRONNANTE



ENCADRÉ 1 : APERÇU HISTORIQUE

1960	Le Congo obtient son indépendance de la Belgique.
1965	Mobutu Sese Seko prend le pouvoir lors d'un coup d'État, établit une dictature et rebaptise le pays « Zaïre ».
1996 - 1997	Première guerre du Congo : le Rwanda et l'Ouganda soutiennent Laurent-Désiré Kabila pour renverser Mobutu ; le Zaïre devient la République démocratique du Congo (RDC).
1999	Signature de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka entre la RDC et cinq États de la région (l'Angola, la Namibie, l'Ouganda, le Rwanda et le Zimbabwe). Le Conseil de sécurité de l'ONU crée la Mission d'observation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) pour observer le cessez-le-feu et désengager les forces.
2003	Fin officielle de la Deuxième guerre du Congo via des accords de paix ; les armées étrangères se retirent, mais des groupes armés (FDLR, Maï-Maï, ADF) demeurent dans les provinces de l'est du pays.
2006	La RDC organise ses premières élections démocratiques ; Joseph Kabila est élu président ; la violence se poursuit dans les provinces de l'est du pays.
2010	Le Conseil de sécurité de l'ONU rebaptise la MONUC « Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo » (MONUSCO), mandatée pour protéger les civils et le personnel humanitaire et appuyer les efforts de stabilisation et de consolidation de la paix.
2012 - 2013	La rébellion du M23, soutenue par le Rwanda, s'empare de Goma ; plus tard, elle est vaincue par les forces congolaises et la toute première intervention offensive de l'ONU.
2016 - 2018	Joseph Kabila refuse de démissionner à la fin de son mandat constitutionnel ; manifestations de masse et répressions violentes.
2018	Félix Tshisekedi remporte l'élection présidentielle.
2021 à 2022	Le M23 réapparaît dans le Nord-Kivu, invoquant les échecs du gouvernement à faire respecter les accords de paix passés.
Janvier-février 2025	Le cessez-le-feu échoue ; le M23 reprend Goma (le 31 janvier) et Bukavu (le 16 février) aux mains des Forces armées de la RDC (FARDC).
Février 2025	Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 2773 (2025) appelant à un cessez-le-feu immédiat, au retrait des forces du M23/de l'AFC des territoires occupés, à la protection des civils et à un accès humanitaire sans entrave.
Juin-juillet 2025	Déclaration de principe signée à Doha, sous la médiation du Qatar, entre le gouvernement de la RDC et les forces du M23/de l'AFC ; accord de paix négocié par les États-Unis entre la RDC et le Rwanda, appelé « Accords de Washington », appelant au retrait de la Force de défense rwandaise (FDR) et à la fin du soutien du gouvernement congolais aux milices des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR).

MÉTHODOLOGIE

Cette étude s'est appuyée sur une approche de recherche qualitative pour comprendre l'impact de la résurgence de la violence et des réductions budgétaires états-unies sur les femmes, les filles et les ODF dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu (RDC). La collecte de données a inclus des entretiens avec des informateurs privilégiés auprès de huit ODF et des récits de dix femmes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu.

Les participant·e·s d'ODF ont été identifié·e·s par le biais de réseaux locaux d'ONG et sélectionné·e·s de manière à représenter un éventail de différents types de programmes et de services dans des zones urbaines comme rurales du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Les ODF éligibles à la participation étaient des organisations locales dirigées par une femme ; les ODF ayant signalé un financement antérieur du gouvernement des États-Unis ont été prioritaires pour la participation. Les données issu·e·s des ODF ont été collectées par le biais d'entretiens semi-structurés, menés en français, à la fois en personne et virtuellement.

Les participantes ont été identifiées par des ODF sélectionnées. Les femmes éligibles à la participation étaient celles qui avaient précédemment bénéficié de services d'un ODF et étaient déplacées à ce moment-là. Les femmes ont été sélectionnées de façon à représenter une diversité d'âges, de statuts matrimoniaux et de lieux de résidence. Les données ont été collectées à l'aide de l'outil de narration de Gender in Emergencies Group, qui consiste en des questions ouvertes permettant aux femmes de soulever des problèmes importants à leurs yeux au cours de la conversation. Toutes les conversations ont eu lieu en personne au lieu souhaité et à la discrédition de chaque femme. Les entretiens avec les femmes ont été menés en swahili.

Le consentement éclairé a été obtenu auprès de tou·te·s les participant·e·s avant la collecte des données. Les entretiens ont été enregistrés par audio et transcrits en français pour l'analyse. Une analyse thématique a été réalisée par l'équipe de recherche pour identifier les thèmes clés sur les deux ensembles de données, ce qui a ensuite éclairé le récit de ce rapport.

LIMITATIONS

Cette étude a fait face à plusieurs limitations importantes. En raison de l'insécurité persistante, des déplacements et de la capacité limitée du personnel, certaines ODF n'ont pas pu participer, en particulier celles présentes dans les zones les plus reculées ou touchées par des conflits. Par conséquent, la plupart des participant·e·s organisationnel·le·s étaient basé·e·s dans des contextes urbains ou semi-urbains, ce qui peut ne pas refléter entièrement les expériences des ODF intervenant dans des communautés difficiles d'accès ou des voisins directs. Par ailleurs, certaines organisations ont pu être réticentes à aborder des détails sensibles concernant leur statut financier ou leurs relations de financement, compte tenu de la précarité de leur environnement opérationnel. Bien que l'équipe de recherche ait pris soin de mener les entretiens avec les femmes dans des espaces sûrs et confidentiels, le caractère sensible des expériences des participantes et le traumatisme que beaucoup continuent d'endurer ont pu limiter les éléments qu'elles se sentaient à l'aise à l'idée de partager avec l'équipe de recherche. Malgré ces limitations, les contributions recueillies constituent une fenêtre critique sur les réalités auxquelles sont confrontées les femmes et les ODF dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu.

TÉMOIGNAGE À LA PREMIÈRE PERSONNE : FUIR 14 VILLAGES POUR TROUVER LA SÉCURITÉ

Je ne me rappelle pas la date, mais je me souviens du mois, je me suis déplacée de Katale à Kahe, de Kahe à Mahindo, de Mahindo à Kashari, de Kashari à Burungu, de Burungu à Gandijo. Nous avons fui la guerre du M23 qui est arrivée chez nous et il y avait du crépitement intense de balles. De là encore nous nous sommes déplacés de Gandijo à Bibatama.

La guerre était intense. Nous avons laissé le véhicule avec tous nos biens et nous avons pris la fuite avec les militaires de la FARDC. Nous sommes arrivés à Karuba et là nous étions maintenant en train de chercher de la nourriture pour les enfants afin qu'ils mangent car depuis qu'on avait commencé à fuir les enfants n'avaient pas encore trouvé de quoi manger. Après le véhicule nous a encore rejoints, on y était montés jusqu'à Bambiro, où nous avions passé la nuit, et le matin nous avons continué la route jusqu'à Keshero où quelqu'un m'a donné où vivre.

La vie n'était pas facile et sans rien à donner aux enfants, j'ai quitté cette famille pour aller m'installer dans le Camp de Rusayo à Goma. J'y avais fait quelque mois et j'ai commencé à bénéficier des aides. Tout à coup la guerre du M23 est encore arrivée à Goma et le camp a été bombardé. Moi, j'étais partie chercher des patates douces pour les vendre, en arrivant à la maison j'ai trouvé tout le monde en train de pleurer en pensant que j'étais morte dans ce bombardement. J'ai trouvé plusieurs personnes mortes mais moi et ma famille, Dieu nous avait épargnées.

Nous nous sommes déplacés vers la ville à Birere et là non plus ça n'a pas marché. Nous sommes encore retournés jusqu'à Bambiro, là aussi ça n'a pas marché, avec du crépitement intense de coups de feu, et nous nous sommes enfermés dans la maison, où la famine a failli nous tuer. C'est ainsi que ceux qui avaient la force sont allés détruire les portes de l'entrepôt du PAM pour s'y procurer de la farine, des haricots et de l'huile de palme mais moi j'ai eu peur d'y aller car beaucoup de gens y perdaient la vie et surtout les femmes enceintes et les enfants.

De notre côté, on achetait la nourriture du PAM en échange d'autres biens, [par exemple] je lui donne un bidon vide de 20 litres, il me donne une mesure de farine, pour que je puisse aussi trouver de quoi manger avec mes enfants. Là où nous allions pour acheter des patates douces, les militaires M23 ont tout détruit car selon eux, s'il reste de la nourriture dans les champs, les militaires FARDC vont y rester et leur familles, et c'est ainsi qu'ils ont enlevé tout ce qui poussait dans des champs (pomme de terre, patate douce, haricot, manioc).

C'est ainsi que nous avons appris qu'ici à Kibati il y a une organisation qui est en train d'aider les femmes déplacées violées et d'autres à risque de VBG et d'EAS dans la coupe et couture, tissage des paniers et pâtisserie. Je suis dans le groupe de pâtisserie. Je voulais apprendre la coupe et couture mais je suis arrivée avec du retard. Cette organisation nous aide dépasser tous ces évènements vécus et nous encadre aussi psychologiquement. Quand je me retrouve au milieu des autres femmes, quand on apprend ensemble la pâtisserie je me sens bien et soulagés car ils nous donnent même à manger ici. J'ai commencé à fuir depuis octobre 2024, c'est ainsi que je vis ici à Rukoko.

Remarque : les noms de villages ont été modifiés à des fins d'anonymat et de protection des femmes. Les témoignages ont été condensés pour des raisons de longueur et de clarté.

CONCLUSIONS

L'IMPACT DE LA RÉSURGENCE DE LA VIOLENCE ET DES RÉDUCTIONS DES FINANCEMENTS DES ÉTATS-UNIS SUR LES FEMMES ET LES FILLES

LES FEMMES ET LES FILLES SUBISSENT UNE INSÉCURITÉ ACCRUE ET DES DÉPLACEMENTS CONTINUS

« C'est un grand problème parce que déjà avant le conflit, les filles déplacées vivaient dans des camps de déplacés, et maintenant, avec la guerre, il y a eu démantèlement de ces camps-là. Donc elles ont aussi quitté les camps, elles sont devenues errantes. Je peux dire qu'elles sont devenues des déplacées et nomades à la fois. » - Représentant·e d'ODF

La récente résurgence de la violence en RDC a contraint les femmes et leurs familles à entrer dans un cycle de déplacement, car elles sont constamment en mouvement pour tenter de se mettre en sécurité. Le déplacement constitue une difficulté permanente dans la région depuis des décennies, mais le conflit actuel a conduit à un schéma de mouvement encore plus continu et imprévisible. En février 2025, les groupes armés du M23 ont illégalement ordonné à des centaines de milliers de personnes déplacées d'évacuer les zones d'installation de personnes déplacées à Goma et dans d'autres parties du Nord-Kivu avant de détruire et de démanteler l'ensemble des 28 camps de déplacés de la région. Cela a entraîné un niveau sans précédent de nouveau déplacement, 900 000 personnes déplacées étant forcées de quitter les camps de déplacés dans le Nord-Kivu pour trouver un nouvel abri¹⁴. En juillet 2025, près de 3 millions de personnes avaient été nouvellement déplacées dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, 2,8 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays supplémentaires ayant tenté de retourner dans leurs localités d'origine. Parmi les personnes nouvellement déplacées comme celles retournant chez elles, 60 pour cent sont des femmes, et plus d'un tiers sont des enfants¹⁵.

L'ampleur et la nature du déplacement actuel dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu se reflètent dans les témoignages des femmes et les entretiens menés auprès d'ODF. Certaines femmes ont relevé qu'après avoir été contraintes de quitter les camps de déplacés, elles ont essayé de retourner dans leurs villages d'origine, pour y trouver leurs maisons soit détruites, soit occupées. Certaines se sont rendu compte qu'il n'était pas sûr de revenir dans leurs villages en raison de la présence des groupes armés du M23. Comme l'a expliqué une femme :

« Par la guerre de M23... nous avons commencé à nous déplacer depuis 2022, quittant nos villages jusqu'ici à Goma. Nous ne vivons plus dans les camps de déplacés car depuis l'arrivée des rebelles M23, nous avons quitté les camps et nous sommes maintenant dans des familles d'accueil. Nous ne pouvons plus rentrer dans nos villages car c'est là qu'ils [les rebelles M23] sont encore. ».

Les femmes ont également évoqué la difficulté à trouver un abri stable, soulignant l'immense défi que représente le déplacement constant avec leurs enfants. Certaines femmes ont indiqué se sentir plus en sécurité en dormant dans la rue, et beaucoup ont logé chez des inconnus en échange de tâches ménagères. Une femme a expliqué : *« Nous vivions dans des écoles abandonnées, après nous nous sommes encore déplacés et maintenant nous vivons dans la rue et c'est là où nous passons la nuit. »* Une autre a déclaré : *« Nous dormons comme des souris, nous éteignons le feu et arrangeons bien la cuisine pour trouver où dormir, des fois moi, la mère, je ne dors pas car je manque d'endroit où me pencher. »*



©AFEDEV

Le déplacement forcé continu a eu un lourd impact sur la vie des femmes, rendant incroyablement difficile pour les prestataires de programmes et de services de répondre à leurs besoins en constante évolution. Un·e représentant·e d'ODF a expliqué que les évaluations des besoins ne sont pas utiles étant donné à quel point la situation des femmes et des filles change vite :

« Maintenant, nous avons des femmes qui dorment dehors avec leurs enfants. Ils n'ont pas d'abris. Les maisons ont été détruites. Et tout ça a accru leur vulnérabilité, et ça change leur profil. Une femme qui était mariée, qui est devenue veuve, une fille, une adolescente qui était fille, qui devient fille-mère, une femme qui était travailleuse, qui est devenue chômeuse, vous voyez un peu ? C'est la complexité de tout cela. »

La destruction des camps de déplacés a été particulièrement dévastatrice pour les femmes déplacées. Selon les femmes déplacées et les ODF, les camps offraient non seulement un abri sûr pour les femmes et leurs familles, mais faisaient également office d'écosystème offrant un soutien social et communautaire qui améliorait leur qualité de vie. La disponibilité centralisée des ressources et du personnel humanitaire dans les camps garantissait également que les ménages déplacés avaient accès à des rations alimentaires, des soins de santé et des services d'éducation. Sans lieu centralisé pour l'assistance humanitaire, les femmes doivent désormais trouver comment et où accéder aux services tout en étant constamment en mouvement. Pour reprendre la description d'un·e représentant·e d'ODF :

« Quand vous commencez les prises en charge, ils sont dans un cas où ils sont dans un camp et ils commencent à recevoir les soins là où ils sont. Et puis, s'il y a des batailles entre les deux parties, ils ne peuvent pas rester là où ils sont. Ils doivent prendre refuge là où ils seront en sécurité. Alors la personne se déplace. Et quand elle se déplace comme ça, imaginez-vous. Et là, les personnes défilent, il y a des problèmes gynécologiques et puis elle se déplace. Après ça devient compliqué, ça devient vraiment compliqué. »

LES FEMMES ET LES FILLES SONT EXPOSÉES À DES RISQUES EXTRÊMES EN MATIÈRE DE PROTECTION

Le déplacement permanent et l'instabilité ont exposé les femmes et les filles du Nord-Kivu et du Sud-Kivu à des risques extrêmes en matière de protection. La VSBG demeure une caractéristique déterminante du conflit en RDC : utilisée comme arme de guerre ou outil de contrôle, c'est aussi l'expression d'une impunité systémique. L'impact de la VSBG sur les femmes et les filles est exacerbé par l'érosion récente des services humanitaires. Selon le FNUAP, début 2025, près de 500 cas de violence sexuelle ont été signalés sur une seule semaine dans la région de Goma, dont plus de 150 impliquant des enfants ; cela ne représente probablement qu'une fraction des incidents réels. MSF rapporte avoir traité plus de 7 400 victimes de violence sexuelle à Goma entre janvier et avril 2025. Tandis que les cas documentés ont bondi, en avril 2025, le FNUAP a signalé un déficit de financement de 35,5 millions de dollars (environ 30 millions d'euros), mettant en péril les services de santé et de protection vitaux pour les femmes et les filles¹⁶.



©AFEDEV

Des entretiens menés auprès de femmes et d'ODF ont confirmé que les besoins de protection s'intensifient tandis que les systèmes de protection formels se sont, de manière effective, effondrés. De nombreuses femmes ont exprimé le sentiment qu'aucun endroit n'était sûr, ayant l'impression d'être constamment suivies et pourchassées par les groupes rebelles du M23. Selon des femmes qui ont fait part de leur expérience des attaques du M23 début 2025, les invasions commençaient systématiquement à 4 heures du matin, avec des meurtres ciblés d'hommes sous les yeux des familles et des enfants. Des fillettes âgées de six ans seulement ont été emmenées dans les bases du M23 et violées, et les filles qui résistaient ont été tuées. Les femmes et les enfants ont fui leurs maisons et les villages ont été brûlés, champs et cultures compris. Une femme a raconté :

« La guerre a commencé à 4 heures du matin et nous avons pris la fuite, il y avait des décès, des blessés, des enfants perdus. Et les filles violées, ils nous prenaient par la force et nous amenaient dans leur bureau pour être violées et tuées, les filles têtues on les tuait. Et ils ont détruit les maisons restées, incendié des tentes, volé nos bétails. »

Les attaques physiques des groupes rebelles du M23 étaient bien calculées de manière à séparer les enfants de leurs familles et à créer des ménages vulnérables, dirigés par des femmes^{17 18}. *« Beaucoup d'entre ces femmes sont maintenant des femmes chefs de ménage. Parce que beaucoup d'entre elles, comme vous le savez... à Kabare, on tue beaucoup les hommes »* a expliqué une femme déplacée. Ces réalités contraignent les femmes et les adolescentes à se retrouver dans des situations d'exploitation et dangereuses dans leur lutte pour la survie. Une fille déplacée de 19 ans a expliqué :

« Dans ce camp, je suis tombée enceinte... Je n'ai ni père ni mère. J'ai maintenant un enfant, et parfois je fais des choses que je ne devrais pas : coucher avec des hommes qui offrent de la nourriture pour mon bébé. Je sais que je risque de tomber malade, mais je ne peux pas voir mon enfant souffrir. »

De tels témoignages font écho à des schémas plus larges observés par les agences humanitaires, qui documentent le « sexe de survie » et l'exploitation des enfants parmi les populations déplacées. Pour citer un·e représentant·e d'ODF, *« Elles n'ont pas choisi. Elles ont été obligées de vivre à travers le sexe et de survivre. Et cela a fait que beaucoup de jeunes, des jeunes petites filles d'ailleurs adolescentes. Maintenant, elles sont des filles-mères. D'autres sont enceintes et d'autres à cause de la vulnérabilité et de la misère, les parents les ont poussées dans le mariage forcé, dans le mariage précoce »*. Une femme a expliqué qu'après la mort de ses parents, elle s'est retrouvée dans un camp de déplacés, où elle est tombée enceinte. Désormais mère d'un jeune enfant, elle est contrainte de prendre part à des activités à haut risque pour nourrir son enfant :

« Je ne peux pas supporter de voir mon enfant souffrir et je trouve un homme qui me donnera 5000 FC (1,5 euro) et je refuse alors que l'enfant n'a rien à manger, je... dois... euh (pleure) le faire même si je n'aime pas ce que je fais, je couche avec des hommes qui m'offrent de la nourriture pour mon bébé et je comprends que, je suis certaine que je suis exposée à de nombreux risques de maladie. »

Chaque organisation ayant fait l'objet d'un entretien dans cette étude était engagée dans la prévention ou la réponse à la VSBG, soulignant à quel point les besoins sont ancrés et répandus parmi les femmes et les filles du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Malgré ces besoins, ces organisations font face à des contraintes critiques en matière de financement et d'accès. De nombreux espaces sûrs, cliniques juridiques et centres médicaux ont été détruits ou fermés en raison de l'insécurité, tandis que les couloirs humanitaires restent bloqués. Comme l'a expliqué une ODF : *« (n)ous ne pouvons pas parvenir jusqu'aux femmes dans le besoin ; même lorsque les fonds existent, nous ne pouvons pas nous déplacer. »* Tandis que la plupart des organisations ont souligné la perturbation des services de santé pour les victimes de VSBG, d'autres ont signalé la fermeture des cliniques juridiques. *« À l'instant, nous avons fermé toutes nos cliniques juridiques. Nous en avions 19 aujourd'hui... Et donc nous avons laissé plusieurs cas en suspens. Plusieurs auteurs qui sont maintenant en fuite »*.

LES FEMMES ET LES FILLES N'ONT PAS ACCÈS AUX SERVICES ESSENTIELS

Le conflit actuel a eu un impact alarmant sur un système de santé déjà affaibli. Selon une évaluation récente menée par le CICR, 85 pour cent de l'ensemble des établissements de santé dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu sont confrontés à des pénuries de médicaments et près de 40 pour cent d'entre eux sont sous-dotés en personnel en raison d'un exode des travailleurs de santé¹⁹. L'accès limité aux établissements médicaux est particulièrement aigu pour les femmes enceintes et les femmes avec de jeunes enfants. Au premier trimestre 2025, les établissements de santé dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu ont connu une multiplication par quatre des mort-nés et une réduction de 50 pour cent du nombre de visites pour les moins de cinq ans ; moins de la moitié des enfants sont par ailleurs vaccinés²⁰. L'accès limité aux établissements de santé est aggravé par les pénuries de financement, plus de 80 pour cent des établissements ne bénéficiant désormais d'aucun soutien de la part des partenaires humanitaires²¹.

Dans presque chaque entretien, les représentant·e·s d'ODF comme les femmes touchées ont décrit l'effondrement des infrastructures de santé essentielles et la perturbation des soins. Comme l'a résumé un·e représentant·e d'ODF, « *(l)es priorités des femmes ont été vraiment perturbées parce qu'il y a eu perturbation de l'accès aux soins, surtout chez les femmes et chez les filles... Ça fait que même nos médecins, nos infirmiers, tous les personnels soignants, surtout dans les villages, ils étaient obligés de quitter leur zone habituelle et de se déplacer.* » Le personnel des ODF a confirmé que la mortalité maternelle augmentait en raison du manque de médicaments, de fournitures de santé reproductive et de personnel formé. Une organisation a expliqué :

« Il y a beaucoup de décès maternels... avec la rupture des médicaments et des stocks de médicaments dans les hôpitaux, c'est devenu terrible, et il y a une augmentation du taux de mortalité des femmes. Il y a eu un grand nombre de décès. »

La fin du soutien de l'USAID a eu un impact particulièrement dévastateur sur les services de santé sexuelle et reproductive (SSR). Un·e représentant·e d'ODF relève qu'il « *n'y a pas de kits de viol dans l'hôpital... c'est le plus grand défi dans la lutte. Plus de 2 000 victimes n'ont pas accès à des kits.* » De même, les fournitures critiques telles que les kits de PPE (prophylaxie post-exposition) ou les vaccins contre le tétanos et l'hépatite sont « *presque inexistantes* », contraignant les organisations à acheter des médicaments dans des pharmacies privées à des prix excessifs. Un·e autre travailleur·euse d'ODF a déclaré : « *(i)l n'y a aucune organisation pour distribuer des kits d'hygiène intime pour les femmes et les filles* », qualifiant ce phénomène d'emblématique de la régression des services à destination des femmes à l'échelle du système.

Pour de nombreuses femmes déplacées, la crise sanitaire s'est étendue au-delà des hôpitaux et de la prestation de services pour englober chaque aspect de leur vie quotidienne. Le déplacement et l'insécurité prolongée ont érodé la santé mentale et psychosociale des femmes. De nombreuses femmes et filles ont été témoins de meurtres, de violences sexuelles ou de la destruction de leurs maisons et de leurs moyens de subsistance. Une femme a expliqué : « *(j)e suis malade des pieds, et même la tête qui me dérange, mais je ne sais pas comment faire pour ce dixième enfant et mon petit-fils.* » Une autre a ajouté : « *(j)e n'ai nulle part où habiter et mes enfants n'ont pas à manger et n'étudient pas, beaucoup de difficultés et de souffrances qui me peinent.* » Les membres du personnel des ODF a également décrit le fardeau psychologique lié à l'écoute des histoires des femmes sans avoir les moyens d'aider. « *Nous n'avons rien à offrir sauf des mots* », a déclaré l'un d'eux.

TÉMOIGNAGE À LA PREMIÈRE PERSONNE : PORTER LE POIDS DE LA MORT DE SES PARENTS ET DU VIOL DE SA SŒUR DE SEPT ANS

J'ai 19 ans et j'ai étudié jusqu'en quatrième. Je suis en déplacement depuis octobre 2024, lorsque nous avons quitté Bambiro et que nous nous sommes installés ici à Rukoko. Pendant l'invasion, ma mère s'est fait tirer dessus au moment où nous fuyions. Notre grande sœur est venue nous dire : maman a été abattue, et elle est morte sur le coup. Nous n'avions aucun moyen de transporter son corps avec tous nos bagages. Nous avons organisé un deuil pour maman, puis un mois après, mon père aussi est mort. Je ne sais pas si c'est parce qu'il pensait trop à la guerre et à maman.

Ma petite sœur a été violée. Elle avait sept ans, maintenant elle en a huit. Plusieurs filles ont été violées... si vous étiez là, imaginez voir une fille qui vient vous dire qu'elle a été violée. Il y avait un hôpital qui traitait toutes ces victimes, je ne me souviens plus du nom, mais c'était juste une tente, installée dans le camp de déplacés. Ma sœur a aussi été traitée là-bas.

Maintenant, nous vivons avec notre grand frère et sa femme, mais ils n'ont plus de travail. Ma belle-sœur vendait du poisson sur le marché du camp, qui a été détruit par le M23. Après la destruction du camp, mon frère aîné a loué une petite maison et c'est là que nous vivons tous avec ma sœur aînée et la famille de notre frère aîné. Nous sommes neuf dans la famille.

Les besoins sont immenses, surtout pour trouver du travail et aller à l'école. Comme moi, par exemple, si je pouvais juste trouver quelqu'un qui m'aiderait pour mes études, je pourrais retourner à l'école. Ou si je pouvais trouver de l'argent et vendre des choses, je pourrais utiliser l'argent pour retourner à l'école.

Remarque : les noms de villages ont été modifiés à des fins d'anonymat et de protection des femmes. Les témoignages ont été condensés pour des raisons de longueur et de clarté.

LES FEMMES ET LES FILLES SONT CONFRONTÉES À UNE INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË DANS UN CONTEXTE D'EFFONDREMENT ÉCONOMIQUE

Le déplacement, le pillage des marchés et la destruction des fermes ont entraîné l'effondrement des moyens de subsistance, poussant de nombreux ménages encore davantage dans la pauvreté chronique. Début 2025, près de 28 millions de personnes dans l'ensemble de la RDC font face à une insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 de l'IPC ou pire), y compris 3,9 millions de personnes connaissant des niveaux d'urgence en matière d'insécurité alimentaire (Phase 4 de l'IPC). Parmi les personnes qui connaissent des niveaux d'urgence en matière d'insécurité alimentaire, un million se trouve au Nord-Kivu²². Près de la moitié de l'ensemble des personnes au Nord-Kivu et plus de 30 pour cent de celles au Sud-Kivu font face à une insécurité alimentaire aiguë, la majorité étant forcée de réduire la taille de leurs portions ou de sauter des repas. Pour les femmes et les filles, qui supportent le fardeau disproportionné du travail de soin et de la génération de revenus, cette crise signale l'enracinement croissant de la pauvreté et l'évaporation des voies économiques.

Les entretiens ont révélé une grave insécurité alimentaire et une faim répandue au sein des populations déplacées. Un·e participant·e d'ODF a expliqué que les femmes qui dépendaient autrefois de l'agriculture à petite échelle ont perdu l'accès à leurs terres :

« Le fait d'abandonner leurs terres, c'est ce qui a fait qu'ils n'ont pas accès à la nourriture de première nécessité... Maintenant que les femmes se sont déplacées et n'ont pas accès aux terres, ils n'ont pas accès à la nourriture. Ça majorerait les cas de malnutrition dans le milieu rural. »

Une femme a expliqué comment elle a dû recourir au troc pour nourrir sa famille. *« On achetait la nourriture du PAM en échange d'autres biens, [par exemple] je lui donne un bidon vide de 20 litres, il me donne une mesure de farine, pour que je puisse aussi trouver de quoi manger avec mes enfants. »* Une femme déplacée a elle aussi fait part de cette réalité, relevant les dangers liés à l'accès à la nourriture du PAM :

« La famine a failli nous tuer... ceux qui avaient la force sont allés détruire les portes de l'entrepôt du PAM pour s'y procurer de la farine, des haricots et de l'huile de palme... J'ai eu peur d'y aller car beaucoup de gens y perdaient la vie et surtout les femmes enceintes et les enfants. »

Les économies des ménages qui dépendaient autrefois du commerce de détail, du travail salarié ou de la culture se sont effondrées. Les femmes ont décrit comment les marchés des camps de déplacés ont été détruits, anéantissant les revenus familiaux. *« Nous vivions avec notre grand frère et sa femme... ils n'ont plus aucune activité car c'est le marché du camp qui a été détruit... où ma belle-sœur vendait du poisson. »*

Une femme déplacée à Bukavu a raconté :

« À vrai dire, la vie est trop compliquée ici à Bukavu, je n'ai pas de travail, je circule dans les avenues de la ville pour voir s'il y a quelqu'un qui va faire la lessive, je lui demande de l'argent pour le faire, là où il y a des chantiers, je transporte le sable mais ce n'est pas facile. »

Les ODF ont également décrit un effondrement du marché du travail plus large. *« Aujourd'hui, les femmes qui travaillaient dans les ONG et les financements ont coupé à cause de la guerre et des violences, les bureaux ont fermé. Les femmes qui exerçaient dans les petits commerces, beaucoup d'entre elles ont perdu leurs biens à cause des pillages... Et donc vous allez vous rendre compte que beaucoup de femmes sont devenues chômeuses, beaucoup de femmes ont perdu leurs biens. Le problème des institutions de microfinance qui sont fermées. »* Pour de nombreuses familles déplacées qui se réfugient maintenant dans des bâtiments inachevés, même les demandes liées aux loyers informels sont intenables. *« Si chaque famille déplacée peut obtenir au moins dix dollars (environ 8,5 euros) ... elle peut y vivre ... mais comment trouver les dix dollars? »* Les tentatives désespérées de trouver un revenu et un abri sûr peuvent entraîner la participation à des activités à haut risque pour les femmes, comme l'a observé un·e représentant·e d'ODF :

« Beaucoup de femmes sont devenues chefs de ménage. Elles n'ont pas de champs à Bukavu. Elles n'ont pas d'activités génératrices de revenus. Bon, quand un homme passe et lui propose un coup à 5 000 francs, et la femme qui est en train de voir ses enfants crever de faim, qui a déjà fait trois ou quatre jours sans manger, ses enfants sont à risque de devenir enfants en situation de rue. Ces femmes n'ont pas le choix. »



©AFEDEV

L'IMPACT DE LA RÉSURGENCE DE LA VIOLENCE ET DES RÉDUCTIONS DES FINANCEMENTS DES ÉTATS-UNIS SUR LES ORGANISATIONS DIRIGÉES PAR LES FEMMES



©AFEDEV

LES ORGANISATIONS DIRIGÉES PAR LES FEMMES SONT DES PREMIERS SECOURS

« [Notre travail] n'est pas limité à une case ou à un secteur, mais est plutôt guidé par les besoins des femmes, en évolution » - Représentant·e d'ODF

Dans l'ensemble du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, les ODF continuent de jouer un rôle vital dans la fourniture de services essentiels aux femmes et aux filles malgré l'insécurité croissante et la réduction des ressources. Les participant·e·s à la recherche ont indiqué que leur travail avait de multiples facettes et était profondément ancré dans les communautés, englobant la santé sexuelle et reproductive et les droits connexes, les moyens de subsistance, la consolidation de la paix, l'inclusion des personnes handicapées et les droits humains. Comme l'a expliqué une

ODF : « *(n)ous touchons à tout : la santé, l'éducation et la paix, parce que la vie des femmes ne concerne pas qu'un seul et unique programme.* » Plutôt que de se conformer à des mandats sectoriels restrictifs, la plupart des ODF ont fait évoluer leur programmation en réponse aux besoins changeants des femmes, notamment en période d'insécurité croissante et de fluctuation des financements. Plusieurs ODF ont décrit avoir adapté leur programmation de manière à inclure des groupes de soutien informels, des services d'aide psychologique mobiles et des dialogues communautaires afin d'atteindre les personnes touchées par le déplacement.

Les ODF font souvent office de premiers intervenants dans leurs communautés respectives, fournissant des services aux victimes de VSBG et un soutien psychosocial, et coordonnant les orientations d'urgence lorsqu'il est impossible pour les agences plus importantes de parvenir aux populations touchées. Un·e représentant·e d'organisation dans le Nord-Kivu a relevé que « *même au moment où d'autres sont partis, nous sommes restés... nous étions les seuls à fournir de l'aide lorsque les gens fuyaient les combats.* » Un·e autre participant·e a souligné que « *nous sommes les premiers à arriver et les derniers à partir* », soulignant leur engagement indéfectible envers leurs communautés. Les participant·e·s issu·e·s d'ODF ont mis en avant le lien profond qu'ils et elles entretiennent avec les communautés qu'ils et elles aident et leur responsabilité envers celles-ci. Comme l'a expliqué un·e répondant·e, « *(n)ous faisons partie de la population, donc les femmes viennent à nous parce qu'elles nous connaissent et nous font confiance.* »

LE FINANCEMENT DES ORGANISATIONS DIRIGÉES PAR LES FEMMES EST FRAGMENTÉ ET INSTABLE

Depuis des décennies, le financement de l'action humanitaire et du développement en RDC se caractérise par de la fragmentation, des cycles de court terme et une forte dépendance envers le donateurs externes, des conditions qui mettent à mal la stabilité et la pérennité des organisations locales. Pour les ODF du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, cela a créé une profonde incertitude et une fragilité institutionnelle.

En février 2025, l'OCHA a mené une enquête rapide sur les organisations humanitaires pour évaluer l'impact du gel des financements du gouvernement des États-Unis. Parmi les 31 répondant·e·s ONG nationales de RDC, 20 ont reçu des ordres d'arrêter le travail directement, et aucune n'a reçu de dérogations pour la fourniture de soins vitaux. Une deuxième série de collecte de données en avril 2025 a révélé que 75 pour cent des répondant·e·s ONG nationales de RDC ont reçu une notification de résiliation de l'attribution, la majorité signalant l'arrêt des opérations, le retard dans la mise en œuvre des activités prévues ou la réduction des services.

Ces conclusions illustrent l'ampleur de la perturbation pour les organisations locales mais ne reflètent que partiellement les réalités des petites ODF, dont beaucoup fonctionnent sans financement direct des États-Unis et subissent les conséquences de manière plus indirecte, à travers les fermetures de projets en cascade et le retrait des partenaires internationaux. Presque tous les participant·e·s d'ODF ont décrit leur situation financière comme précaire et non viable. Beaucoup ont signalé que les réductions du financement des États-Unis, associées à l'intensification du conflit, avaient gravement perturbé les projets en cours et réduit leur capacité à planifier pour l'avenir. Une répondante a expliqué : « *(L)a coupure de fonds du gouvernement américain est malheureusement intervenue dans la période de crise dans la province, et donc c'était un double défi s'il faut dire ça.* » Une autre a également aussi évoqué ce sentiment : « *ce qui a aggravé la situation, c'est la rupture de fonds USAID.* »

Les participant·e·s ont souligné la nature abrupte des suspensions des financements, dues à la fois à des ressources limitées et à une instabilité croissante. « *Ils viennent d'arrêter le partenariat ... tout simplement parce qu'ils se sont rendu compte que certains partenaires ne parviennent plus à arriver à leur lieu de travail* », a relevé une organisation, décrivant comment à la fois l'insécurité et l'aversion au risque des donateurs avaient imposé la fermeture des projets. Un·e autre s'est souvenu·e :

« *Et brutalement, quand Trump est entré au pouvoir le 20, déjà le 27 du mois de janvier, on coupait le financement brutalement, comme ça. Tout ce qui était préparé est tombé à l'eau. Trois ou quatre personnes qui travaillent, qui émergeaient dans ce projet sont restées comme ça. Donc c'est ça ce qu'on a déjà eu comme financement du gouvernement américain.* »

Ce schéma de cycles de financement « en dents de scie » n'est pas propre à 2025 et a entraîné un état constant d'incertitude et d'instabilité pour les ODF. Un·e dirigeant·e a réfléchi en ces termes : « *(g)lobalement, le financement de beaucoup de structures comme la nôtre ici évolue en dents de scie. Des fois, vous êtes à des niveaux qui vous arrangent, à d'autres moments vous êtes dans des creux. Il faut toujours se battre.* » La personne a poursuivi en expliquant que les partenariats de long terme et prévisibles n'existaient pas. « *Effectivement, il n'y a pas de partenaire avec lequel on travaille, par exemple pendant trois ans et en espérant qu'on peut renouveler encore pendant trois ans. Il est rare, vraiment, qu'on ait des gens [comme ça]. C'est vraiment rare que nous ayons un financement comme ça.* »

Plusieurs organisations ont déclaré qu'elles ne reçoivent pas de financements de grands donateurs internationaux et que les financements national pour les ODF est extrêmement limité. Un·e représentant·e d'ODF a observé :

« *On a très peu de financements locaux. Le financement du PNUD, on ne l'a jamais vu. Il y a toujours le fonds humanitaire, mais on n'a pas de financement. Peut-être on est en négociation, peut-être dans les mois à venir, on pourrait avoir ça... Même du gouvernement, à part quelques facilitations techniques et l'accompagnement technique... Pas de financement du gouvernement. Même quand on avait fait le plaidoyer pour inscrire la ligne budgétaire pour l'achat des contraceptifs, jamais ce montant n'est sorti pour pouvoir assurer.* »



UNE INCERTITUDE PERPÉTUELLE POUR LES ORGANISATIONS DIRIGÉES PAR LES FEMMES

« *En fait, l'impact des changements de ce financement, c'est à deux volets. D'abord au niveau de l'organisation et au niveau de nos bénéficiaires* » - Représentant-e d'ODF

Tout au long du début de 2025, en raison du caractère limité des informations et communications du gouvernement des États-Unis concernant la mise en œuvre des réductions des financements, les organisations ne savaient pas vraiment si les projets en cours seraient suspendus, restructurés ou brusquement terminés. Pour les ODF, cette incertitude a été encore plus marquée. Beaucoup ont indiqué avoir appris les réductions indirectement, par le biais d'organisations partenaires ou des réseaux sociaux, plutôt que par les canaux officiels. Ce manque de clarté a gravement perturbé la planification et la prise de décision. Comme l'a expliqué un-e participant-e : « *(n)ous attendions une confirmation, mais il n'y avait aucune communication ; nous ne savions pas si nous devions continuer ou arrêter.* »

La plupart des organisations interrogées ne reçoivent pas de financements directement auprès de grands donateurs institutionnels et s'appuient plutôt sur des partenariats intermédiaires avec des ONG internationales. Ces canaux indirects amplifient la vulnérabilité aux changements de donateurs ; les ODF sont ainsi souvent les dernières à obtenir des informations, ou exclues de la planification d'urgence. Plusieurs participant-e-s ont décrit la confusion et la pression réputationnelle qui découlent de cette situation. « *Les bénéficiaires attendaient que nous venions exécuter ce projet... Mais dès lors que nous leur disons que qu'on attend toujours les feedbacks du bailleur, ils sont vraiment impatients.* » D'autres ont noté le poids moral de la gestion des attentes de la communauté en l'absence de réponses ou de ressources claires. « *Nous sommes redevables envers les femmes qui nous font confiance, mais lorsque les fonds n'arrivent plus, elles pensent que nous les avons abandonnées.* » La nature abrupte des interruptions des financements a tendu les relations entre les ODF et leurs bénéficiaires, érodant la confiance qui avait été bâtie au fil d'années de service et de plaidoyer.

L'interruption des services a été tout aussi abrupte que l'ont été les réductions des financements. Les conséquences de cette incertitude s'étendent bien au-delà des budgets ; elles compromettent la continuité des services vitaux et la crédibilité des intervenants humanitaires locaux. Comme l'a relevé une organisation, « *on se retrouve de plus en plus avec beaucoup de gens dans le besoin, donc des filles et des femmes dans le besoin surtout, qui sont en déplacement, surtout en difficulté par rapport à leur santé de reproduction.* »

LES ORGANISATIONS DIRIGÉES PAR LES FEMMES CONTINUENT DE FONCTIONNER DANS UN ENVIRONNEMENT D'INSÉCURITÉ EXTRÊME

« *Simplement, les gens sont braves et courageux. Puisqu'on doit continuer à vivre, alors on continue à faire. La sécurité n'est pas garantie, n'est pas assurée et l'accessibilité également est aléatoire.* » - Représentant-e d'ODF

La résurgence de l'activité du M23 a gravement mis à mal le travail des ODF et a créé un climat de peur omniprésente parmi les civils et les travailleurs humanitaires dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Entre janvier et août 2025, plus de 300 incidents impliquant des violences contre des intervenants humanitaires ont été documentés dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, soulignant la détérioration rapide des conditions de sécurité dans la région.

Ces attaques, allant du harcèlement et des embuscades routières aux meurtres ciblés, ont perturbé les opérations, restreint les déplacements et considérablement réduit l'efficacité et la portée des services pour les femmes et les filles²³. Pour les ODF, qui travaillent souvent en première ligne et en disposant d'une infrastructure de sécurité minimale, cet environnement a restreint les opérations et exposé à la fois leurs équipes et les bénéficiaires à un risque accru.

Des entretiens avec des représentant-e-s d'ODF révèlent le degré auquel l'insécurité a paralysé les opérations locales. Une organisation a décrit comment « *le couloir humanitaire est fermé* » et « *l'accessibilité dans les coins et les recoins de la province n'est pas garantie, faute de sécurité* », rendant impossible d'atteindre les femmes et les filles rurales dans le besoin. Une autre a expliqué que « *certains partenaires ne peuvent plus se rendre sur leur lieu de travail ou sur les sites de travail* », ce qui fait que les projets doivent se terminer prématurément malgré des besoins urgents.

Une organisation a rapporté que plusieurs membres du personnel soupçonnés de faire partie du M23 ont été arrêtés. Ils ont été libérés après plusieurs jours et un paiement conséquent. Une autre organisation a rapporté avoir dû effectivement se mettre en relation avec le M23 pour fournir des services dans les zones rurales :

« [On] leur a demandé un couloir humanitaire, donc qui laisse les humanitaires entrer dans la zone. Mais ils nous ont donné une condition. Les M23 nous ont donné une condition avant d'aller sur le terrain. Vous devez d'abord consulter notre équipe. Notre équipe humanitaire. Parce qu'eux aussi ont leur équipe humanitaire. Donc, avant d'aller sur le terrain, nous allons d'abord faire signer les ordres de mission. »

De multiples traités de paix engageant les parties à un cessez-le-feu et à d'autres résolutions ont été signés par la RDC et le Rwanda, sans succès. Même si les participant·e·s espéraient que le cessez-le-feu négocié par les États-Unis en juin 2025 mettrait enfin fin à la violence en RDC, presque tou·te·s ont déclaré que rien n'a changé depuis la signature de l'accord de paix. Comme l'a expliqué un·e participant·e d'ODF, « *(b)on, jusque là on n'a pas encore vu de conséquences positives ou négatives, on n'en a pas encore vues parce que la situation est restée la même. On signale des affrontements par-ci par-là tous les jours.* » Selon un·e autre participant·e, les communautés sont lassées des promesses vides, et ne croiront au potentiel de paix que lorsqu'elles constateront un changement réel :

« On a déjà été habitués à des accords. Bon, évidemment, globalement, ça a créé un petit soulagement dans la population, mais pas plus, pas plus. Les gens ont déjà tellement été floués qu'ils ne s'en tiendront désormais qu'à des faits. Des choses qui soient réelles. »

LE PERSONNEL DES ORGANISATIONS DIRIGÉES PAR DES FEMMES EST POUSSÉ À LA LIMITÉ

L'intensification du conflit et le retrait abrupt du financement des donateurs, qui interviennent de manière simultanée, ont eu un profond impact sur le personnel travaillant dans des ODF dans l'ensemble du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Les membres du personnel des ODF, qui font souvent eux-mêmes partie de la communauté, sont à la fois des premiers secours et des victimes touchées par le conflit. L'érosion de leur sécurité et de leur capacité de fonctionnement menace non seulement la prestation immédiate de services mais également la continuité des réponses menées au niveau local qui soutiennent depuis longtemps les femmes et les filles tout au long des cycles de violence.

De nombreuses organisations ont signalé des réductions drastiques de personnel, certaines passant de plus de 40 employés à moins de 15. D'autres ont décrit l'effondrement des postes salariés et une transition vers le travail bénévole :

« Bon, quand le financement de l'USAID a été coupé brutalement, on a été obligés de demander à certains de rester à la maison, de ne plus continuer. À moins que la personne désire venir de temps en temps au bureau faire du bénévolat. Bénévolat, ça signifie que tu viens sans être payé. »

Cette baisse a non seulement réduit la prestation de services mais a également intensifié l'épuisement professionnel au sein des travailleur·euse·s restant·e·s qui doivent assumer des responsabilités élargies dans un contexte d'insécurité et de rareté des ressources. Plusieurs représentant·e·s d'ODF ont déclaré que les coupes budgétaires les obligaient à réorganiser complètement leur travail, les menant à un sentiment de désespoir concernant l'avenir de leurs organisations respectives. Comme l'a expliqué un·e participant·e : « *Je disais que notre organisation a [régressé]. Au lieu de pouvoir évoluer, nous avons régressé. Donc nos capacités sont totalement réduites. Nous sommes comme en train de recommencer encore à zéro.* »

Le déplacement lié au conflit a aggravé les tensions dues au caractère limité des financements. Le personnel des zones rurales et semi-urbaines a été contraint de fuir, interrompant les programmes communautaires et faisant des partenaires locaux eux-mêmes des « déplacés à l'intérieur de leur propre pays ». Comme l'a décrit un·e représentant·e d'ODF, « *(v)ous devrez savoir que comme nous œuvrons en milieu rural, nous travaillons beaucoup plus avec les points focaux [sur le terrain]. Tous ces points focaux se sont vus être aussi des déplacés internes.* » Le coût psychologique du déplacement, de l'insécurité et de l'interruption du travail a été considérable, un·e participant·e décrivant son équipe comme « *désorientée, déséquilibrée et désespérée.* »

LES ORGANISATIONS DIRIGÉES PAR DES FEMMES ONT TOUT UN ÉVENTAIL DE BESOINS PRESSANTS

« Nous continuons à chercher d'autres partenaires financiers qui pourraient s'intéresser à notre modeste travail, de rendre la femme résiliente, de rendre la femme autonome, de rendre la femme épanouie dans ses droits mais aussi dans ses obligations pour que nous puissions aller de l'avant. » - Représentant·e d'ODF

Tandis que la restauration du financement demeure une priorité urgente, les ODF dans l'ensemble du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ont constamment souligné que les ressources financières seules ne suffisent pas à pérenniser leurs opérations ou à protéger les femmes et les filles auxquelles elles viennent en aide. Les entretiens ont révélé un réseau complexe de besoins interconnectés, comprenant notamment la capacité, la reconnaissance et le bien-être, qui déterminent leur capacité à continuer à fonctionner dans un contexte d'intensification du conflit.

Les ODF ont souligné le besoin d'un soutien logistique de base, notamment via des véhicules, des espaces de bureau, des outils de communication et des systèmes de protection des données. Plusieurs ODF ont expliqué que ces fonctions permettraient aux services et à la programmation de base de se poursuivre même sans financement ciblé dans le cadre des programmes. Selon les participant·e·s, la sécurisation de la mobilité, les mesures de protection et la coordination avec les acteurs du domaine de la sécurité sont essentielles pour garantir la continuité des services destinés aux femmes et aux filles. Plusieurs participant·e·s ont suggéré la création de réseaux de protection et de systèmes d'alerte rapide communautaires pour les acteurs de la société civile.

Les ODF ont relevé qu'au-delà des financements de projets à court terme, elles ont besoin d'investissements dans le renforcement des capacités à long terme, et notamment d'un soutien pour les systèmes de gestion, le développement du leadership et le suivi et l'évaluation. Un·e participant·e a souligné : « *(n)ous avons besoin d'accompagnement, pas seulement de projets qui vont et viennent.* » Un·e autre a ajouté que le personnel a besoin de soutien psychosocial pour gérer l'épuisement professionnel et le traumatisme. « *Nous aidons les victimes, mais nous sommes nous aussi des victimes.* » Assurer le bien-être et le développement professionnel du personnel a été considéré comme essentiel à la survie et à l'efficacité des organisations.

De nombreuses ODF ont exprimé un désir marqué d'être reconnues en tant que partenaires indispensables, sur un pied d'égalité, au sein de l'écosystème humanitaire. Les participant·e·s ont décrit être « consultés mais pas inclus » ou être chargé·e·s de la « mise en œuvre, et non de la prise de décision ». Les ODF ont appelé à des partenariats plus équitables qui respectent leur expertise, les incluent dans les décisions de coordination et de financement, et dirigent les ressources directement vers les organisations locales plutôt que de passer par des intermédiaires. Comme l'a déclaré un·e répondant·e, « *(n)ous avons besoin que les donateurs nous fassent confiance, qu'ils nous financent directement et pas seulement par l'intermédiaire de grandes ONG.* » Un·e autre a souligné la nécessité d'inclusion dans les dialogues stratégiques. « *Nous sommes les plus proches des communautés, et pourtant nous sommes les derniers à être entendus.* »



CONCLUSION

Dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, les femmes et les filles se trouvent à la croisée des chemins du déplacement, de l'insécurité et de l'effondrement économique, assumant le fardeau de la violence et de la privation de manière disproportionnée. Les conclusions de ces recherches illustrent la manière dont la convergence de la recrudescence du conflit et du retrait soudain de l'aide a aggravé les inégalités de genre existantes en RDC.

Les ODF, qui sont souvent les premiers et derniers intervenants en situation de crise et ont été présentes pour les communautés tout au long des vagues successives de conflit, sont désormais confrontées à une menace existentielle. L'érosion du financement, conjuguée à l'accroissement de l'insécurité, non seulement a perturbé la prestation de services mais menace également de mettre à mal la confiance et la redevabilité que les organisations locales ont construites au fil des décennies.

Les conclusions mettent en lumière les réalités que les données macro-niveau obscurcissent souvent : les ODF locales fonctionnent dans les environnements les plus explosifs en bénéficiant de la protection la plus minime, et leur survie est directement liée au bien-être des femmes et des filles dans leurs communautés. Au moment où les financements s'effondrent et que la violence s'intensifie, ces organisations sont contraintes de faire des choix impossibles : entre payer le personnel et maintenir ouverts des lieux sûrs, ou encore entre conserver une clinique juridique et fournir des soins de santé reproductive. Leur résilience, leur capacité d'innovation et les liens profonds qu'elles entretiennent avec la communauté ont maintenu des bouées de sauvetage essentielles intactes même au moment où les acteurs internationaux se sont retirés.

La situation en RDC illustre la fragilité d'un système humanitaire qui repose historiquement sur le travail des femmes locales tout en n'investissant pas dans leur sécurité ou leur force institutionnelle. Ce rapport souligne la longue histoire de sous-investissement dans les femmes et les filles en RDC et l'abandon chronique des organisations dirigées par des femmes qui les aident. Depuis des décennies, les donateurs contournent les mouvements de femmes locales au profit de plus grands intermédiaires internationaux, perpétuant les inégalités de pouvoir et de ressources. Au moment où cette crise a lieu, il est à la fois urgent et nécessaire d'inverser ce schéma. La possibilité d'une paix, d'un relèvement et d'une justice pérennes en RDC dépendront de la capacité à donner une place centrale au leadership des femmes, non seulement en tant que victimes de conflit mais en tant qu'architectes de l'avenir du pays.

RECOMMANDATIONS

Les crises convergentes auxquelles sont confrontées les femmes et les filles en RDC suivent des décennies de conflit, de déplacement et d'attaques à l'encontre des services vitaux et essentiels, au cours desquelles les femmes et les filles ont subi des préjudices disproportionnés. Tous les acteurs doivent mettre en œuvre des mesures urgentes pour assurer une fin immédiate au conflit et une intervention humanitaire sûre et pérenne, et pour construire une paix durable et de long terme ; s'attaquer aux causes profondes du conflit et de la violence de genre ; entériner les droits et la protection des femmes et des filles ; et garantir la justice et la redevabilité pour les victimes de violence.

ASSURER LA PROTECTION DES FEMMES ET DES FILLES CONTRE TOUTES LES FORMES DE VIOLENCE

1. Toutes les parties armées au conflit, y compris le M23/l'AFC, les ADF, la FDR, les FARDC et toutes les milices affiliées, doivent respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire, et, de manière immédiate, mettre fin au ciblage des civils et des infrastructures civiles, mettre fin à l'utilisation de la violence sexuelle comme arme de guerre et prendre des mesures pour garantir la protection des civils contre toutes les formes de violence.
2. Les États Membres de l'ONU, le Conseil de sécurité de l'ONU, l'Union africaine et les autres acteurs internationaux doivent utiliser tous les outils diplomatiques à leur disposition pour s'assurer que les parties au conflit (y compris les forces du M23/de l'AFC, les ADF, la FDR et les FARDC, ainsi que

les gouvernements respectifs de la RDC et du Rwanda) respectent les obligations en vertu du droit international et garantissent que la protection des civils est une condition non négociable de tous les efforts diplomatiques.

3. Tout renouvellement du mandat de la MONUSCO, la mission pour la stabilisation de la République démocratique du Congo, doit conserver des mécanismes qui fournissent des protections spécifiques pour les femmes et les filles. Ceux-ci incluent les demandes d'inclure les considérations liées au genre à titre de question transversale dans l'ensemble du mandat de la MONUSCO ; le maintien des rôles des conseiller·ère·s pour la protection des femmes et des conseiller·ère·s pour les questions de genre de l'ONU ; l'investissement dans les efforts de coordination en cours entre la MONUSCO, le gouvernement et les travailleurs humanitaires pour garantir la protection des civils et la redevabilité concernant les violations du droit international humanitaire ; et les demandes adressées au Secrétaire général de l'ONU d'inclure des considérations liées au genre à tous les rapports au Conseil de sécurité de l'ONU.
4. Le gouvernement de la RDC doit collaborer étroitement avec les donateurs et les intervenants humanitaires pour investir dans les infrastructures et les services qui visent à protéger les femmes et les filles au cours des conflits et des déplacements, et notamment les réseaux de protection et les systèmes d'alerte rapide communautaires, les abris sûrs, les espaces sûrs pour les victimes de violence basée sur le genre, l'accès à toutes les formes de soins de santé, y compris les soins de santé sexuels et reproductifs, en particulier les kits de viol et les soins spécialisés pour les victimes de violence sexuelle, ainsi que l'accès aux mécanismes de justice et de redevabilité pour remédier aux violations des droits. Tous les acteurs doivent cibler l'assistance monétaire et le soutien aux moyens de subsistance pour les femmes et les filles, afin de réduire les risques de prostitution de survie ou d'autres mécanismes d'adaptation néfastes.

ASSURER UN ACCÈS HUMANITAIRE SÛR ET PÉRENNE DANS L'ENSEMBLE DU NORD-KIVU ET DU SUD-KIVU POUR RÉPONDRE AUX BESOINS HUMANITAIRES SPÉCIFIQUES DES FEMMES ET DES FILLES

1. Tous les acteurs armés, y compris le M23/l'AFC et les FARDC, doivent garantir un accès humanitaire sûr aux populations civiles dans l'ensemble de la RDC. Cela inclut la fin du ciblage des intervenants et structures humanitaires ; la suppression de tous les obstacles bureaucratiques à l'intervention humanitaire, y compris les processus d'enregistrement déraisonnables et les tactiques d'intimidation ; et le soutien à la libre circulation des biens humanitaires vers la RDC et à l'intérieur de ses frontières.
2. Les États Membres de l'ONU doivent appuyer les agences de l'ONU ainsi que les intervenants humanitaires internationaux et locaux pour les aider à exercer des pressions diplomatiques et à soutenir les négociations coordonnées avec les groupes armés et les autorités locales afin de garantir un accès humanitaire sûr et pérenne à tous les civils dans l'ensemble de la RDC.
3. Le gouvernement de la RDC doit se mettre en lien avec les donateurs et les intervenants humanitaires pour restaurer les services essentiels dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, veiller à ce que les interventions humanitaires répondent aux besoins uniques des femmes et des filles déplacées, et concevoir des programmes autour de l'alimentation, de l'abri, des soins de santé, de l'eau et de l'assainissement, de l'éducation et des moyens de subsistance qui ciblent spécifiquement les femmes, les filles et les ménages dirigés par des femmes.

PROTÉGER, FINANCER ET SOUTENIR LES ORGANISATIONS DIRIGÉES PAR DES FEMMES LOCALES EN TANT QUE PRESTATAIRES CRITIQUES DE PREMIÈRE LIGNE DE SERVICES ET DE PROTECTION POUR LES FEMMES ET LES FILLES DÉPLACÉES

1. Les donateurs et intervenants humanitaires internationaux doivent diriger une plus grande proportion du financement humanitaire pour la RDC vers des organisations dirigées par des femmes et axées sur les femmes locales, en veillant à ce que ces fonds soient directs, flexibles et pérennes, investissent dans la capacité institutionnelle et appuient les priorités des communautés locales.

2. Les intervenants humanitaires doivent garantir la participation effective, le partenariat sur un pied d'égalité et le leadership intégré des organisations locales dirigées par des femmes dans la coordination et l'intervention humanitaires et les mécanismes de prise de décision.
3. Le gouvernement de la RDC doit travailler en étroite collaboration avec les intervenants humanitaires internationaux pour renforcer l'appui technique, logistique et sécuritaire aux organisations dirigées par des femmes et axées sur les femmes locales qui ont été touchées de manière disproportionnée par les récentes réductions budgétaires.

METTRE FIN AU CONFLIT DE MANIÈRE PÉRENNE ET ÉQUITABLE EN S'APPUYANT SUR LE LEADERSHIP, LA PARTICIPATION ET LES DROITS DES FEMMES ET DES FILLES

1. Toutes les parties doivent immédiatement cesser les hostilités et prendre part à des solutions de résolution du conflit de nature diplomatique. Les gouvernements de la RDC et du Rwanda doivent cesser de soutenir leurs milices alliées respectives et appeler la FDR et le M23/l'AFC, qui agissent pour son compte, à se retirer immédiatement de la RDC conformément à la résolution 2773 (2025) du Conseil de sécurité de l'ONU.
2. Les États Membres de l'ONU doivent respecter leurs obligations en vertu du droit international et cesser le transfert d'armes à des acteurs prenant part à des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité. Les gouvernements et les entités privées doivent agir pour mettre fin à l'extraction et à l'exportation illégales de ressources minérales en RDC qui continuent de financer des groupes armés, d'exploiter les femmes et les filles et de déstabiliser les possibilités de paix à long terme.
3. Tous les acteurs engagés dans les processus et accords de paix en cours, y compris les Accords de Washington et la Déclaration de principe de Doha, doivent garantir la participation pleine et effective, sur un pied d'égalité, de femmes diverses et d'organisations de la société civile dirigées par des femmes à l'ensemble des phases du processus de paix au niveau local, régional et national.
4. Tous les acteurs engagés dans les négociations de paix doivent veiller à ce que les accords de paix donnent une place centrale aux droits humains et incluent des mécanismes indépendants et rigoureux de justice et de redevabilité pour tous les mauvais traitements contre les civils, y compris les victimes de violence sexuelle liée aux conflits.

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

ADF	Forces démocratiques alliées (Allied Democratic Forces en anglais)
AFC	Alliance fleuve Congo
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
FDR	Force de défense rwandaise
M23	Mouvement du 23 mars
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation
PPE	Prophylaxie post-exposition
ODF	Organisation dirigée par les femmes
ONU	Organisation des Nations unies
RDC	République démocratique du Congo
SSR	Santé sexuelle et reproductive
SSRD	Santé sexuelle et reproductive et droits connexes
VSBG	Violence sexuelle et (celle) basée sur le genre
VSLC	Violence sexuelle liée aux conflits
WRC	Commission des femmes pour les réfugiés

RÉFÉRENCES

1. Maintien de la paix des Nations Unies. « Fin de mission de la MONUSCO au Sud-Kivu après plus de 20 ans de service », 25 juin 2024. <https://peacekeeping.un.org/fr/monusco-ending-its-mission-south-kivu-after-more-20-years-of-service>.
2. Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). "OCHA Overview: Democratic Republic of the Congo". 2 octobre 2025. <https://www.unocha.org/democratic-republic-congo>.
3. Benjamin Coghlan et al. Mortality in the Democratic Republic of Congo: An Ongoing Crisis. 2007. <https://www.rescue.org/sites/default/files/document/661/2006-7congomortalitysurvey.pdf>
4. Amber Peterman et al. "Estimates and Determinants of Sexual Violence Against Women in the Democratic Republic of Congo", American Journal of Public Health, 101, no. 6 (June 2011): 1060-1067. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3093289/>.
5. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. "Progress and Obstacles in the Fight Against Impunity for Sexual Violence in the Democratic Republic of the Congo," avril 2014. <https://www.refworld.org/reference/countryrep/ohchr/2014/en/98827>
6. S.M. Murray et al. "Stigma among Survivors of Sexual Violence in Congo: Scale Development and Psychometrics." *Journal of Interpersonal Violence* 33, no. 3 (2018): 491-514. <https://doi.org/10.1177/0886260515608805>.
7. Comité International de la Croix-Rouge (CICR). « RD Congo : Dans les Kivu, un système de santé à bout de souffle », 17 juin 2025. <https://www.icrc.org/fr/communique-de-presse/rd-congo-dans-les-kivu-un-systeme-de-sante-bout-de-souffle>.
8. Benjamin Coghlan et al. "Mortality in the Democratic Republic of Congo: A Nationwide Survey." *The Lancet* 367, no. 9504 (2006): 44-51. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(06\)67923-3](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(06)67923-3).
9. Organisation mondiale de la Santé. « L'OMS et ses partenaires intensifient leurs efforts pour faire face à la grave crise sanitaire et humanitaire qui sévit dans l'est de la République démocratique du Congo », 7 février 2025. <https://www.who.int/fr/news/item/07-02-2025-dire-health-and-humanitarian-crisis-in-eastern-democratic-republic-of-the-congo-prompts-escalation-of-efforts-by-who--partners>.
10. Save the Children International. "DRC: Violence in North Kivu Forces Over 500 Schools to Close, with Teachers Kidnapped and Students Terrified", 28 mars 2024. <https://www.savethechildren.net/news/drc-violence-north-kivu-forces-over-500-schools-close-teachers-kidnapped-and-students-terrified>
11. OCHA de l'ONU. "Democratic Republic of the Congo - Eastern Region: Overview of Incidents against Humanitarian Workers (Jan - Aug 2025)," 12 septembre 2025. <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/democratic-republic-congo-eastern-region-overview-incidents-against-humanitarian-workers-jan-aug-2025>
12. OCHA de l'ONU. "Financial Tracking Service: Democratic Republic of the Congo", consulté le 1^{er} novembre 2025. <https://fts.unocha.org/>
13. ONU Femmes. "At a Breaking Point: The Impact of Foreign Aid Cuts on Women's Organizations in Humanitarian Crises Worldwide," avril 2025. <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2025/05/at-a-breaking-point-the-impact-of-foreign-aid-cuts-on-womens-organizations-in-humanitarian-crises-worldwide>.

14. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. "Displacement in Eastern DR Congo and Neighbouring Countries: Two-Month Impact Report (February–March 2025)," avril 2025. <https://www.unhcr.org/sites/default/files/2025-04/DRC%20Two-month%20Impact%20Report.pdf>

15. Organisation internationale pour les migrations (OIM). "Rapid Displacement Tracker #25, North Kivu & South Kivu Democratic Republic of the Congo," 12 septembre 2025. https://dtm.iom.int/dtm_download_track/83546?file=1&type=node&id=56021

16. Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). "Democratic Republic of Congo Situation Report – April 2025," 30 juin 2025. <https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/DRC%20Sitrep%20-%20April%202025.pdf>

17. Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés. "Intensifying Fighting in Eastern DRC Triggers Major Protection Risks for Children - Democratic Republic of the Congo," 31 janvier 2025. <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/intensifying-fighting-eastern-drc-triggers-major-protection-risks-children>.

18. World Vision Congo. "DR Congo: Thousands Of Children At Risk From Violence, Abuse, And Displacement As Armed Group Moves On Goma," January 27, 2025. <https://www.wvi.org/newsroom/congo/dr-congo-thousands-children-risk-violence-abuse-and-displacement-armed-group-moves>.

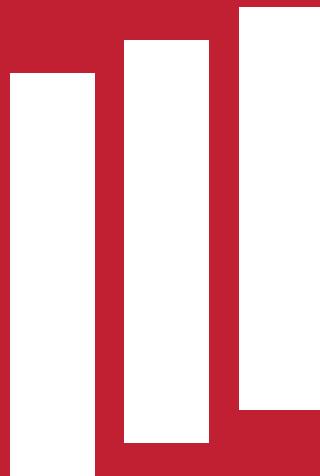
19. Comité International de la Croix-Rouge. « RD Congo : Soins de santé de plus en plus inaccessibles dans les Kivu », 7 octobre 2025. <https://www.icrc.org/fr/communique-de-presse/rd-congo-soins-sante-plus-inaccessibles-kivu>

20. Comité International de la Croix-Rouge. « RD Congo : Dans les Kivu, un système de santé à bout de souffle », 17 juin 2025. <https://www.icrc.org/fr/communique-de-presse/rd-congo-dans-les-kivu-un-systeme-de-sante-bout-de-souffle>

21. Comité International de la Croix-Rouge. « RD Congo : Soins de santé de plus en plus inaccessibles dans les Kivu », 7 octobre 2025. <https://www.icrc.org/fr/communique-de-presse/rd-congo-soins-sante-plus-inaccessibles-kivu>

22. Programme alimentaire mondial États-Unis. "Conflict and Rising Food Prices Drive Congolese Into One of the World's Worst Food Crises According to New IPC Data," 27 mars 2025. <https://www.wfpusa.org/news/conflict-rising-prices-drive-congo-into-one-of-worlds-worst-food-crises/>

23. OCHA de l'ONU. "Democratic Republic of the Congo - Eastern Region: Overview of Incidents against Humanitarian Workers (Jan - Aug 2025)," 12 septembre 2025. <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/democratic-republic-congo-eastern-region-overview-incidents-against-humanitarian-workers-jan-aug-2025>.



WOMEN'S REFUGEE COMMISSION

Research. Rethink. Resolve.



WRCOMMISSION



WOMENSREFUGEECOMMISSION



@COMPANY/WRCOMMISSION



WRCOMMISSION



WRCOMMISSION.BSKY.SOCIAL